





L'ACCÉLÉRATION  
DE L'HISTOIRE

## DU MÊME AUTEUR

*Qui contrôle qui ? Les nouveaux rapports de force mondiaux*, Paris, Tallandier, 2026.

*Les Ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Paris, Tallandier, 2023 ; coll. « Texto », 2024 (prix de l'essai de la ville de Saint-Maur-des-Fossés ; prix FMES Géopolitique).

*Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2021 ; coll. « Texto », 2022.

*L'Affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2019 ; coll. « Texto », 2020 (prix Louis Marin, prix du livre géopolitique).

*Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?*, codirigé avec Thierry de Montbrial, Paris, Odile Jacob, 2017.

*Le Retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie, Chine, États-Unis*, Paris, Institut de l'entreprise/Ifri, 2016.

*Russian Energy Security and Foreign Policy*, codirigé avec Adrian Dellecker, Londres, Routledge, 2011.

*Russian Civil-Military Relations. Putin's Legacy*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2008.

*Double Détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 (prix Jean-Baptiste Duroselle).

*Un lycée dans la tourmente. Jean-Baptiste Say (1934-1944)*, dirigé par Jean-Pierre Levert avec Alexis Merville, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

THOMAS GOMART

L'ACCÉLÉRATION  
DE L'HISTOIRE

*Les nœuds géostratégiques  
d'un monde hors de contrôle*

TEXTO

Texte est une collection des éditions Tallandier

Cartes : © Éditions Tallandier/Légendes Cartographie, 2024

© Éditions Tallandier, 2024, 2025  
et 2026 pour la présente édition  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

ISBN : 979-10-210-6954-1

*À Christine Gomart,  
en souvenir du 5 mars 2020.*



## PROLOGUE

Ce livre est né en mer, quelque part entre Manille et Singapour, à un moment précis, celui où le commandant de la *Lorraine* décida d'accélérer. Pendant plusieurs heures, l'équipage a alors navigué à vingt-sept nœuds, dans une forte houle, pour devancer un typhon, semer un bâtiment chinois et rejoindre un ravitailleur américain. Embarqué début juillet 2023 sur cette frégate de dernière génération, j'ai vu dans cette décision le reflet immédiat et tactique d'une configuration géostratégique et historique, ainsi qu'une détermination à manœuvrer en dépit des contraintes. Signe des bascules à l'œuvre, un officier du bord me confia : « Quand on est en Méditerranée, on se sent puissant ; quand on est en mer de Chine, on se sent petit<sup>1</sup>. »

Là comme ailleurs, nous assistons à une accélération stratégique, c'est-à-dire à une multiplication d'actions délibérées, qui modifient les équilibres

de puissance et transforment les théâtres régionaux. Cette accélération a pris de vitesse des dirigeants européens habitués au confort du *statu quo*. Surpris hier en Ukraine, au Sahel, dans le Caucase et au Moyen-Orient, le seront-ils demain en mer de Chine ou dans le golfe Persique ? « On ne peut pas avoir un seul débat géopolitique, qui dirait de l'Ukraine à Taïwan même combat », souligne l'un d'eux avant d'ajouter : « Il faut tout faire pour que le recours à la force ne soit pas utilisé par la Chine<sup>2</sup>. » Ou contre l'Iran ? Les Européens en sont-ils capables ? Comprennent-ils pourquoi les événements se précipitent ? Ce qui se joue actuellement, c'est leur volonté d'agir et de rester dans l'histoire au moment où la configuration mondiale leur devient fondamentalement défavorable. Cela commence par un effort de lucidité.

### *Accélération en chaîne*

Plusieurs évolutions de fond de la situation internationale expliquent l'impression partagée par de nombreux responsables d'une perte de contrôle. La première se traduit par la multiplication des événements météorologiques extrêmes liés au réchauffement climatique dont le rythme s'intensifie : sur la période 2013-2022, il a augmenté à un niveau

## PROLOGUE

sans précédent de 0,2 °C<sup>3</sup>. Au Canada, au cours de l'année 2023, quinze millions d'hectares, soit une superficie comparable à celle de la Grèce, ont brûlé. En Irak, un cinquième de la population vit désormais dans des régions frappées par des pénuries d'eau. En France, à Mayotte, la population n'a régulièrement plus accès à l'eau potable. Ces exemples, qui pourraient être multipliés à l'infini, illustrent les pressions grandissantes sur les ressources naturelles qui avivent les comportements de prédation et les déplacements de population. Comment ne pas voir les frictions humaines provoquées par la rapidité de la dégradation environnementale ? Le réchauffement touche différemment les régions et les pays, mais nous en voyons les effets directs sur nos vies tout en cherchant des refuges technologiques. Si la hausse moyenne mondiale de la température est de 1,2 °C depuis l'ère préindustrielle, elle s'élève à 1,7 °C en France.

La deuxième évolution est celle de l'intelligence artificielle (IA). Tout le monde répète la phrase de Vladimir Poutine, prononcée en 2017 : « Celui qui deviendra leader en ce domaine sera le maître du monde. » La mise à disposition d'un public élargi des instruments d'IA générative et, dans une moindre mesure, prédictive bouleverse les comportements de production, de consommation et d'information ainsi que la manière de faire

la guerre. Elle donne lieu à une vive compétition entre puissances dans laquelle les grandes entreprises, comme les plus petites, jouent un rôle décisif. Depuis le lancement public, en novembre 2022, de l'agent conversationnel ChatGPT, l'IA, dont la définition et la compréhension restent problématiques, provoque une onde de choc géopolitique et géoéconomique.

La troisième évolution concerne la transformation de l'émergence économique en revendication politique avec pour enjeu « le nouveau partage du pouvoir », comme le pointe un haut responsable diplomatique<sup>4</sup>. C'est un phénomène beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît, impossible à réduire à l'image caricaturale d'un antagonisme entre les pays occidentaux, réunis au sein du G7\* sous l'influence des États-Unis, et ceux du « Sud global » sous celle de la République populaire de Chine (RPC). Réuni pour la première fois en 2009 par la Russie, le format des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine auxquels s'est ajoutée l'Afrique du Sud en 2011) reflète cette émergence qui est parvenue à dépasser le G7 : fin 2022, il représentait 31,5 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat (PPA) contre 31 %

---

\* Créé en 1975, le G7 réunit l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, le Japon, l'Italie et le Royaume-Uni.

## PROLOGUE

pour le G7. Pour mémoire, les BRICS ne comp-  
taient que pour 17 % du PIB mondial en 1990,  
contre 47 % pour le G7. Signe de la rapidité des  
recompositions en cours, six autres pays – l’Ar-  
gentine\*, l’Arabie saoudite, les Émirats arabes  
unis (EAU), l’Égypte, l’Éthiopie et l’Iran – les  
rejoignent en janvier 2024. Deux ans plus tard,  
Téhéran bombarde Dubaï.

Tout aussi remarquable à noter, la capacité des  
États-Unis à conserver leur place unique sur la  
scène internationale grâce à leur puissance de  
réseaux, et à s’adapter à une nouvelle ère, celle de  
« la compétition à l’âge des interdépendances<sup>5</sup> » :  
en 1980, ils représentaient 25 % du PIB mon-  
dial ; encore 25 % quinze ans plus tard au pic  
de leur moment unipolaire ; toujours 25 % en  
2023<sup>6</sup>. Leur position dominante repose moins sur  
leur suprématie militaire, plusieurs fois mise en  
échec depuis le 11 septembre 2001, que sur leur  
maîtrise technologique et globale des nœuds par  
lesquels transitent les principaux flux financiers  
et d’information<sup>7</sup>. À l’instar de la Chine, de la  
Russie, et dans une moindre mesure de l’Union  
européenne (UE), ils se livrent à une « arsena-  
lisation des interdépendances », c’est-à-dire à

---

\* Élu en novembre 2023, Javier Milei a déclaré ne pas vouloir  
rejoindre les BRICS+ pendant sa campagne présidentielle.

leur instrumentalisation à des fins de coercition au nom de la « sécurité économique ». À titre d'exemple, les autorités américaines ont efficacement ciblé Huawei, le groupe chinois de télécommunications, lorsque celui-ci s'est risqué à approcher le cœur des réseaux de leurs alliés européens<sup>8</sup>. Le retour à la Maison-Blanche de Donald Trump accentue l'accélération : la politique internationale devient un feuilleton quotidien avec les incessantes déclarations du président américain.

L'accélération à l'œuvre s'observe aussi sur le continent européen, qui a perdu son principal avantage comparatif, celui de la stabilité stratégique. Elle correspond à la diminution du poids économique (17 % du PIB mondial en 2025) et de l'influence politique de l'UE, qui donne parfois l'impression d'espérer échapper au fracas du monde. Cela lui est évidemment impossible tant elle suscite de convoitises et d'exaspérations en important, de l'Ukraine à Israël, des conflits sur son territoire. En réalité, « nous faisons face au risque d'une Europe de plus en plus seule », estime un diplomate français inquiet<sup>9</sup>. La deuxième Commission von der Leyen, mise en place après les élections de juin 2024, s'inscrit dans une démarche géopolitique et géo-économique, accélérée par la prise de conscience du

## PROLOGUE

décrochage économique et technologique de l'UE par rapport à la Chine et aux États-Unis.

Quatrième évolution : la Corée du Nord, l'Iran et la Russie qui ont adopté une attitude de confrontation ouverte à l'égard des pays occidentaux. Rappelons incidemment que la Russie participa au G8 de 1997 à 2014. Ces trois pays, les plus sanctionnés par ces derniers, se retrouvent au cœur de crises nucléaires simultanées, qui relient des dynamiques régionales au grand jeu stratégique. En outre, ils ont su mettre en échec les États-Unis et leurs alliés dans le domaine de la cybersécurité que ces derniers considéraient, à tort, comme leur chasse gardée<sup>10</sup>. Disposant du plus vaste arsenal au monde, le Kremlin agite cette double menace depuis février 2022 pour effrayer l'Ukraine et inhiber ses soutiens. En moins de vingt ans et en dépit de son isolement international, la Corée du Nord est parvenue à se doter d'armes nucléaires et de capacités balistiques au prix d'une exploitation de sa propre population. En 2025, elle a envoyé un contingent se battre en Ukraine aux côtés des forces russes. L'Iran, quant à lui, poursuit son programme, amorcé à l'époque du chah, pour nourrir ses ambitions de puissance. Il est entré en conflit ouvert avec Israël à la suite du 7 octobre 2023. En 2025, la guerre des Douze Jours marque une profonde rupture

avec les bombardements américains. Sept mois plus tard, les frappes israélo-américaines tuent le guide suprême Ali Khamenei, rapidement remplacé par son fils, Mojtaba. Le golfe Persique s'embrase. À l'instar des huit autres États ayant acquis l'arme nucléaire avant eux, Téhéran et Pyongyang déploient des efforts considérables pour garantir leur sécurité et conquérir un statut. Ces guerres resserrent les liens entre ces deux capitales et Moscou, dans la mesure où elles lui apportent un soutien militaire direct. Ces trois pays convergent évidemment pour contourner, voire retourner, les sanctions occidentales, tout en cultivant leurs rapprochements respectifs avec Pékin.

Puissance dotée, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie se livre à une transgression majeure en imposant une « sanctuarisation agressive<sup>11</sup> », c'est-à-dire un chantage territorial sous protection nucléaire, à l'Ukraine. Cette transgression avait été précédée par celle de l'annexion de la Crimée, en mars 2014, sur laquelle Paris et Berlin pensaient pouvoir revenir en raison de leurs relations suivies avec Moscou<sup>12</sup>. En réalité, la guerre d'Ukraine clôt un cycle ouvert par la guerre du Golfe (août 1990-février 1991), qui avait vu une coalition internationale se former pour réagir à l'agression territoriale contre un

## PROLOGUE

État souverain, coalition conduite par les États-Unis et soutenue par l'Union soviétique. Pour mémoire, la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies avait autorisé le recours à la force, pour la première fois depuis la guerre de Corée en 1950, contre les forces irakiennes qui avaient envahi le Koweït. La résolution fut adoptée par douze voix contre deux (Cuba et Yémen) et une abstention, intéressante à relever rétrospectivement, celle de la RPC. Autrement dit, un an avant la chute de l'URSS, Moscou s'est rapprochée de Washington alors que Pékin s'est maintenue à distance après avoir réprimé les manifestations de la place Tian'anmen. L'intervention en coalition des États-Unis comme celles qui ont suivi ont été rendues possibles par la disjonction entre les stratégies nucléaires et conventionnelles des grandes puissances, comme nous le verrons dans le chapitre consacré à la guerre d'Ukraine, qui n'est pas sans rappeler la guerre de Corée<sup>13</sup>. Capital, ce point est insuffisamment pris en compte par les dirigeants européens qui, sauf en France et au Royaume-Uni, ignorent cet arrière-plan et s'en remettent aux États-Unis. Ce n'est pas le cas de leurs compétiteurs.

L'accélération stratégique observée sur plusieurs théâtres nous contraint à réintégrer le facteur nucléaire dans tous les calculs, et à les complexifier

avec les inconnues nord-coréenne, pakistanaise, israélienne et iranienne. À cela s'ajoutent les investissements significatifs, même s'ils sont encore dissimulés, de la Chine dans son propre arsenal. Parallèlement, le Pakistan, qui bénéficie du soutien de cette dernière, entretient une relation tendue avec l'Inde, laquelle s'arme en Russie, en France, aux États-Unis et en Israël, pays disposant aussi de l'arme nucléaire sans le reconnaître officiellement. En mai 2025, l'Inde et le Pakistan s'affrontent à nouveau. Ce qui se noue, c'est donc l'avenir de la politique de maîtrise des armements, qui a le Traité sur la non-prolifération\* (TNP) pour clé de voûte, et à travers elle les équilibres globaux. À la différence de la guerre froide, ce nouvel âge nucléaire ne fige pas les rapports entre grandes puissances, mais les perturbe en brouillant les scénarios possibles. Si le facteur nucléaire redevient central, cela ne signifie pas pour autant qu'il

---

\* Conclu en 1968, chaque État y adhère de manière volontaire : l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord ne sont pas parties au TNP. Tout autre État est partie soit comme État non doté, soit comme État doté (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France). La reconnaissance du statut d'État doté est accordée aux pays ayant procédé à un essai nucléaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1965. Les États non dotés sont interdits de chercher à acquérir cette capacité. En contrepartie, ils obtiennent le renforcement de leur sécurité (seulement cinq États dotés), un engagement des États dotés à s'engager au désarmement nucléaire et la reconnaissance du droit au bénéfice des usages civils de l'énergie nucléaire. La France le signe en 1992.

## PROLOGUE

faillie minorer le facteur conventionnel. Bien au contraire.

Pour tout dire, il se pourrait que les puissances dotées, notamment la France, accordent une confiance excessive à leurs capacités de dissuasion, comme si celles-ci les exonéraient d'envisager publiquement des scénarios de contournement ou de rupture. Si toutes les puissances dotées voient dans l'arme nucléaire une arme « absolue » à vocation politique, régie par le principe de « non-emploi », elles ne conçoivent pas de la même manière l'articulation entre dissuasion nucléaire et forces conventionnelles. Il suffit d'observer le comportement de la Russie pour s'en convaincre lorsqu'elle met en scène un « débat » dont des protagonistes justifient des frappes nucléaires préventives comme nous le verrons. De plus, le développement d'armes conventionnelles à vocation stratégique – missiles de croisière ou vecteurs hypervéloces – oblige d'ores et déjà à envisager des conflits entre grandes puissances susceptibles d'être aussi brefs que décisifs. Parallèlement, la fin momentanée des opérations extérieures occidentales, de l'Afghanistan au Sahel, ne signifie nullement que les autres puissances, de la Russie à la Turquie, en passant par le Pakistan, l'Iran, les Émirats arabes unis ou l'Arabie saoudite, y renoncent. Qu'attendre de la Chine et de l'Inde en la matière ?

Lors d'un échange consacré à la *Revue nationale stratégique 2022*, dans laquelle Emmanuel Macron constatait un « phénomène de guerre hybride mondialisée » et appelait à « une mobilisation plus intégrale<sup>14</sup> », un haut responsable militaire m'expliqua la dissimilitude des situations de la France et de l'Ukraine de la manière suivante : « On ne sera pas demain un pays agressé car nous sommes un État doté de l'arme nucléaire<sup>15</sup>. » Est-ce si sûr ? La France pourrait être confrontée à des conflits requérant de l'endurance, outre-mer par exemple, sans que la survie même de l'État, justifiant la posture nucléaire, ne soit mise en cause. Par ailleurs, du terrorisme au cyber en passant par le spatial, il est possible de causer à notre pays des dommages majeurs. À ces risques, s'ajoutent la rhétorique nucléaire et les tirs de missiles Orechnik de la Russie, en Ukraine, qui ont profondément dégradé l'environnement stratégique de l'UE. En mars 2026, Emmanuel Macron infléchit significativement la doctrine nucléaire française en présentant les principes d'une « dissuasion avancée », qui passe par un dialogue stratégique de haut niveau avec le Royaume-Uni comme toujours, mais aussi avec l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Pologne, la Suède, le Danemark et la Grèce.

## PROLOGUE

La nécessaire réflexion sur l'articulation des forces nucléaires et conventionnelles conduit à souligner une cinquième évolution, celle des dépenses militaires mondiales. Entre 2001 et 2025, sur une génération, elles sont passées de 1 139 milliards de dollars à 2 700 milliards, soit 2,5 % du PIB mondial. Au cours de cette période, la dépense militaire par tête a été multipliée par 5 en Chine, par 4 en Russie. Relativement stables entre 2009 et 2017, elles ont accéléré depuis à un rythme annuel moyen supérieur à 3 %<sup>16</sup>. Les États-Unis (877 milliards de dollars en 2022), la Chine et la Russie représentent 56 % de l'ensemble.

L'impression d'accélération est tout sauf nouvelle. Comme le montre Daniel Halévy (1872-1962), elle traverse les époques en étant souvent associée aux plus grands périls. Dans son *Essai sur l'accélération de l'histoire* (1948), il écrit : « Je crois que le mal est actif dans l'histoire. » En 2005, le sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa publiait *Accélération. Une critique sociale du temps*, qui associait la modernité à l'expérience que « tout devient toujours plus rapide ». Selon lui, « l'institution militaire a, dans une large mesure, perdu sa fonction d'accélérateur social dans la modernité avancée<sup>17</sup> ». Là encore, est-ce si sûr, si l'on envisage le retour de l'affrontement de haute intensité en Europe, qui semblait inconcevable à beaucoup au milieu

des années 2000, en particulier en Allemagne ? En 2022, cette dernière a annoncé son réarmement, cinq ans après que la France avait commencé le sien. À la différence des autres acteurs, la plupart des dirigeants européens ont malheureusement oublié une des leçons de l'Histoire pourtant bien connue : la dégradation de la situation internationale se produit toujours beaucoup plus rapidement que la préparation des forces armées pour tenter d'y pallier. En France, à la fin des années 1930, le réarmement matériel décidé par le gouvernement ne s'est accompagné ni d'un réarmement moral de la société, ni d'une adaptation de la pensée des milieux militaires<sup>18</sup>. En la matière, il est extrêmement difficile de rattraper des décennies de désinvestissement structurel et intellectuel. Cependant, les pays européens sont contraints au réarmement en raison des pressions de l'administration américaine et des incertitudes fondamentales liées à cette dernière sous Donald Trump. Lors du sommet de l'OTAN de juin 2025, ce dernier a obtenu de ses alliés un engagement à porter leurs dépenses militaires à 3,5 % de PIB (auxquels doivent s'ajouter 1,5 % pour les infrastructures). C'est un effort considérable pour des pays souvent lourdement endettés comme la France ou l'Italie. En réalité, cet effet traduit le passage d'une logique de *burden*

## PROLOGUE

*sharing* (partage du fardeau) à celle de *burden shifting* (transfert du fardeau), comme s'il fallait se préparer rapidement à une prise de distance des États-Unis. Ce réarmement crée de fortes disparités à terme en Europe, notamment entre les capacités industrielles et les capacités opérationnelles. Il est certain que l'Allemagne va jouer un rôle central pour les premières. C'est beaucoup moins sûr pour les secondes à moyen terme.

### *Trois nœuds géostratégiques*

Deux dates marquent l'ère dans laquelle les Européens sont entrés à leur corps défendant. Le 24 février 2022, le Kremlin a lancé une « opération militaire spéciale » destinée à « dénazifier » et à « démilitariser » l'Ukraine qui, contre toute attente, a opposé une résistance farouche. La surprise stratégique n'est pas l'agression russe, mais la vigueur de la défense ukrainienne. Depuis lors, les deux pays, soutenus de l'extérieur, se livrent à une guerre d'attrition qu'on croyait appartenir au passé. Le 7 octobre 2023, le Hamas a coordonné des attaques terroristes de grande envergure sur le territoire d'Israël, qui a réagi, sans surprise, par d'intenses opérations militaires à Gaza visant à

l'éradiquer. Le 19 octobre 2023, le président des États-Unis, Joe Biden, a rapproché les deux conflits lors d'une adresse solennelle à la nation depuis le bureau ovale : « Le Hamas et Poutine représentent des menaces différentes, mais ils ont ceci en commun : ils veulent tous deux complètement anéantir une démocratie voisine », avant d'exprimer sa résolution : « Nous ne pouvons pas laisser des terroristes comme le Hamas et des tyrans comme Poutine gagner. » Autrement dit, les États-Unis se sont réengagés en Europe et au Proche-Orient alors même qu'ils cherchaient à donner la priorité à l'Indo-Pacifique depuis Barack Obama. Cette orientation a été remise en cause par Donald Trump, décidé à se rapprocher de Moscou au détriment de Kiev. À cela s'ajoute son renoncement à son projet initial, qui était de mettre un terme aux interventions militaires. Au cours de sa première année de mandat, il a ordonné plus de frappes que Joe Biden au cours de ses quatre années à la Maison-Blanche. À cela s'ajoutent des interventions majeures au Venezuela et surtout en Iran. De manière paradoxale, Washington réinvestit la scène internationale en nourrissant l'incertitude générale.

En réalité, la rivalité sino-américaine masque une recomposition des équilibres entre petites et

## PROLOGUE

moyennes puissances, d'une part, et entre acteurs non étatiques et autorités publiques de l'autre. Des pays comme le Qatar ou les EAU exercent, par exemple, une forte influence qui va bien au-delà du golfe Arabo-Persique. Cependant, ces États découvrent leur vulnérabilité avec la réplique iranienne aux frappes israélo-américaines. Des entreprises comme Starlink ou X, dirigées par Elon Musk, ou Palantir, dirigée par Alex Karp, se lovent dans les rapports de puissance pour accroître leur visibilité. Ces recompositions complexes obscurcissent la séparation entre état de guerre et état de paix, ce qui devrait nous alerter car, comme le souligne Jean-Marie Guéhenno, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies : « Les opinions occidentales ont aujourd'hui le spectacle de la guerre ; mais non la guerre elle-même. Elles la regardent dans le confort de leurs salons, mais avec un bonus de réalité<sup>19</sup>. »

En France, nous avons tendance à lire le monde en fonction des résultats des entreprises du CAC 40, de la présence de nos forces armées et de notre positionnement diplomatique, celui d'une « puissance d'équilibres » ou, plus récemment, d'une « puissance partenariale de confiance<sup>20</sup> ». Pour logique qu'elle soit, cette lecture ne permet de saisir ni les effets de bord entre les différents théâtres, ni « l'urgence géopolitique<sup>21</sup> ». Or, il est

crucial d'appréhender au mieux les ondes de choc qui se propagent de l'Europe à l'Asie de l'Est, en passant par le Moyen-Orient avec l'Ukraine, la Russie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, Israël, la Palestine, l'Iran, Taïwan et la Corée du Nord comme foyers principaux. Elles semblent pour ainsi dire emboîtées entre l'Amérique du Nord et le continent africain dans un système d'actions-réactions aussi volatile que violent. Il n'est pas possible de comprendre la réactivation du conflit israélo-palestinien sans la guerre d'Ukraine, pas plus qu'il n'est possible de lire la politique chinoise vis-à-vis de l'Europe et de l'Afrique sans Taïwan. Quelles seront les conséquences de la fermeture du détroit d'Ormuz, décidée par Téhéran en mars 2026 ?

Pour se préparer, autant que faire se peut, aux prochains ajustements brutaux, *L'Accélération de l'histoire* propose une interprétation géostratégique de la configuration actuelle, au croisement de la stratégie militaire, de la géographie, mais aussi des environnements géopolitique et géoéconomique<sup>22</sup>. Il s'agit d'articuler les grands espaces, d'anticiper l'interconnexion des conflits et de les voir comme l'une des principales matrices des changements en cours<sup>23</sup>. À rebours d'une approche téléologique consistant, par exemple, à voir le modèle occidental ou celui

## PROLOGUE

de la RPC comme des horizons indépassables, cet essai ambitionne de contribuer au réarmement intellectuel des Européens, qui sont, tout simplement, pris de vitesse. Ils en seraient parfaitement capables s'ils cessaient, d'une part, de se croire toujours le centre du monde et, de l'autre, d'ignorer les intentions véritables des BRICS + , de Washington, de Kiev, d'Erevan, de Bakou, de Tel Aviv, de Ramallah, de Gaza, de Taipei, de Pyongyang ou des groupes armés terroristes et des entreprises à fort capital stratégique. Cette liste n'étant pas exhaustive, cet essai propose une interprétation à la fois globale et ciblée en refusant toute résignation qui correspondrait à une dangereuse passivité.

Dans cette optique, l'analyse se concentre sur trois nœuds géostratégiques, qui commandent une région : les détroits de Taïwan, d'Ormuz et du Bosphore. Leur contrôle direct ou indirect conditionne une partie des rapports de force internationaux, dans la mesure où ils influent les uns sur les autres. Ces zones pivots se trouvent au cœur de territoires hautement convoités par lesquels transitent des flux indispensables aussi bien aux pays du Nord qu'à ceux du Sud. En les reliant, apparaissent des logiques de souveraineté et de dépendance qui orientent le cours de la politique internationale dans une direction

éminemment paradoxale, à la fois plus conflictuelle et plus interconnectée. Pour apprécier au mieux ce risque, utilisons une sorte de pyramide de Maslow géoéconomique, dont la base est constituée par le blé *via* le Bosphore et le sommet par les puces électroniques à travers Taïwan. Entre les deux, le pétrole, le gaz transitant par Ormuz. Tout comme les puces ou le pétrole, les produits agricoles redeviennent des armes par destination quand les interdépendances économiques sont soumises aux rivalités de puissance. Allant de la plus extrême sophistication aux besoins les plus élémentaires, les logiques de production, d'exportation et de consommation de ces trois produits essentiels s'avèrent indispensables à la compréhension du cours pris par la mondialisation entre prospérité recherchée et sécurité exigée.

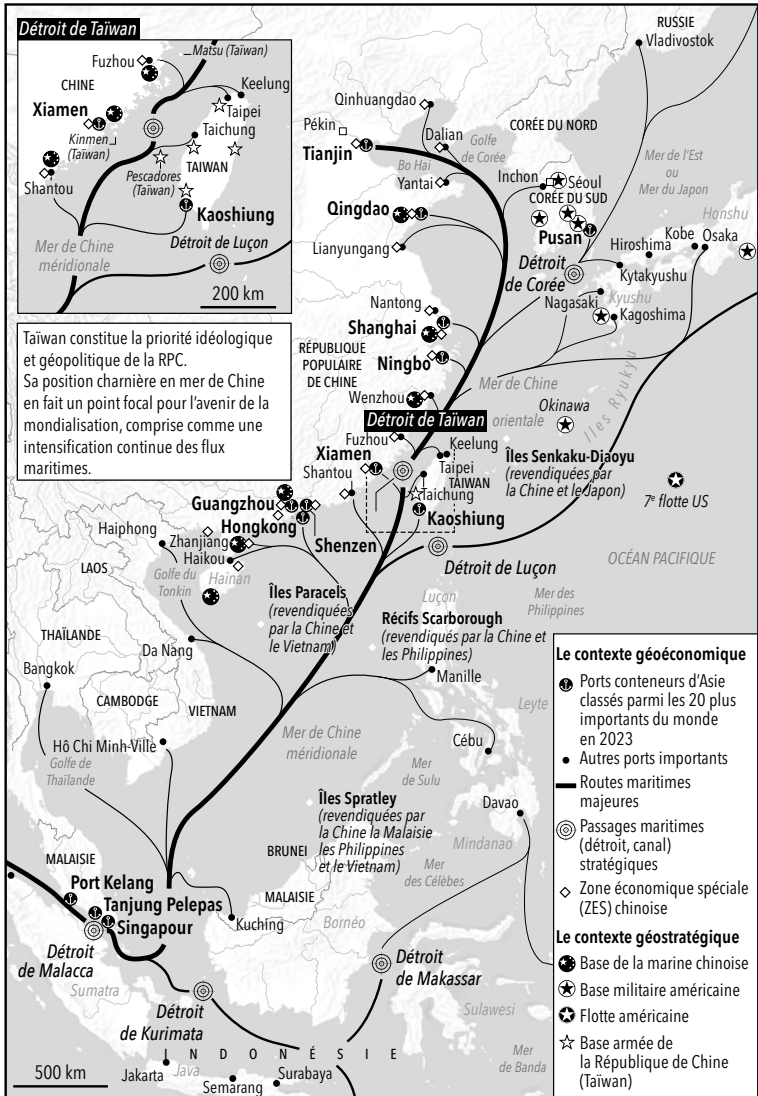
### *L'enjeu et l'espoir*

L'impression d'accélération est liée au sentiment d'urgence stratégique que j'éprouve. S'il est souvent partagé une fois exposé, il tarde à se traduire dans les politiques comme dans les organisations. Confrontés à un enchevêtrement inédit de conflits, les Européens doivent améliorer leur intelligence du monde s'ils entendent défendre

## PROLOGUE

leurs intérêts face à des États ou à des organisations bien décidés à exploiter leur désarroi au maximum et à imposer leurs propres valeurs. Peuvent-ils s'adapter ? Je le pense. Le veulent-ils ? Sans en être sûr, je l'espère.

# Taiwan, nœud entre la Chine et le monde



## NOTES

### PROLOGUE, p. 9

1. Entretien avec l'auteur, juillet 2023.
2. Notes de l'auteur, juin 2023.
3. « “Décennie critique”. Climat : des chercheurs alertent sur une accélération inédite du réchauffement en dix ans », *Libération*, 8 juin 2023.
4. Entretien avec l'auteur, mai 2023.
5. Jake Sullivan, « The Sources of American Power. A Foreign Policy for a Changed World », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2023.
6. The World Bank, data visualisation publiée par Matthew Kroenig, X, 30 septembre 2023.
7. Thomas Gomart et Sébastien Jean, « Découplage impossible, coopération improbable. Les interdépendances économiques à l'épreuve des rivalités de puissance », *Études de l'Ifri*, Ifri, novembre 2023.
8. Henry Farrell et Abraham Newman, *Underground Empire. How America Weaponized the World Economy*, Londres, Allen Lane, 2023, p. 13.
9. Entretien avec l'auteur, septembre 2023.
10. David Colon, *La Guerre de l'information. Les États à la conquête de nos esprits*, Paris, Tallandier, 2023, p. 232-233.

11. Terme forgé par Jean-Louis Gergorin pour décrire l'utilisation par des puissances nucléaires de la protection offerte par leur arsenal pour mener des actions d'affaiblissement, voire d'attaque, de leurs voisins, in « Quelles nouvelles menaces, quelles ripostes, quelle dissuasion », *Revue de défense nationale*, juin 1992, p. 43-49.

12. Sylvie Kauffmann, *Les Aveuglés. Comment Berlin et Paris ont laissé la voie libre à la Russie*, Paris, Stock, 2023.

13. Louis Gautier, « L'ère stratégique de la guerre du Golfe », *Le Grand Continent*, 15 août 2023.

14. SGDSN, *Revue nationale stratégique 2022*, p. 1.

15. Entretien avec l'auteur, janvier 2023.

16. Statista.

17. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2013, p. 250.

18. Robert Frank, *Le Prix du réarmement français, 1935-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, rééd. 2017, p. VII et 9.

19. Jean-Marie Guéhenno, « Totale et limitée : un premier bilan de la longue guerre d'Ukraine », in *Le Grand Continent, Fractures de la guerre étendue : de l'Ukraine au métavers*, Paris, Gallimard, 2023, p. 28-29.

20. Discours d'Emmanuel Macron, Conférence des ambassadrices et ambassadeurs, 28 août 2023.

21. Thomas Gomart et Clément Tonon, « Le futur d'une ellipse. Le vain débat français de politique étrangère », *Hérodote*, n° 170, 2018, p. 44.

22. Philippe Boulanger, *Introduction à la géostratégie*, Paris, La Découverte, 2023, p. 54. J'ajoute la géoéconomie à la définition proposée.

NOTES DES PAGES 26 À 40

23. Philippe Boulanger, *La Géographie. Reine des batailles*, Paris, Perrin/Ministère des Armées, 2020, p. 135-139.